

Les Echos

« Quand comprendrons-nous qu'un pêcheur ne se lève pas le matin pour aller détruire l'océan ? »

Alors que la France accueille la Conférence des Nations unies sur l'océan du 9 au 13 juin à Nice, la filière française de la pêche est à la croisée des chemins. Glen Le Merdy, patron pêcheur artisan, et Geoffroy Dhellemmes, armateur à la pêche industrielle, appellent les pouvoirs publics à favoriser la transformation de leur métier.

Organisée à Nice, la prochaine conférence des Nations Unies sur l'océan devrait être une fierté nationale ! Pour, nous qui vivons de la pêche l'abordons avec la boule au ventre. Car sous couvert d'engagements faussement vertueux pour préserver la biodiversité marine, se profile un risque majeur : celui d'aggraver la marginalisation de la pêche française, au mépris de la réalité de nos métiers et de ce que nous vivons à bord de nos navires.

Le débat sur les aires marines protégées (AMP) illustre le contexte d'incertitudes extrêmes dans lequel nous sommes plongés depuis tant d'années. Prenant la forme d'un acharnement erroné et parfois mensonger, certaines publications opposent de manière caricaturale pêcheurs et protecteurs de l'environnement. Les ONG les plus radicales, dans leur croisade médiatique, désignent les pêcheurs comme des « fossoyeurs de l'océan ».

Dernier exemple en date : la publication d'une « liste rouge des navires destructeurs », qui vise tous azimuts les navires hauturiers et ceux de plus petite taille - et même des navires militaires ! Quand comprendrons-nous qu'un pêcheur ne se lève pas le matin pour aller détruire l'océan ?

Un contexte d'incertitudes extrêmes

La colère gronde et notre ras-le-bol est immense. Et pour cause : à la pression écologique s'ajoute un contexte institutionnel qui ne cesse de nous être défavorable. À l'échelle européenne, les conséquences du Brexit continuent de peser lourdement sur nos chiffres d'affaires, tout comme les augmentations unilatérales de quotas de pêche que s'octroient indûment certains pays tiers comme la Norvège, l'Islande ou les îles Féroé.

La guerre en Ukraine a encore renforcé l'instabilité des marchés et replacé au centre du débat la question de la souveraineté alimentaire. En France, nous devons composer avec la fermeture du Golfe de Gascogne, pendant que les projets éoliens offshore se multiplient et réduisent nos zones de pêche.

Le risque du découragement

Longtemps, la pêche a été un métier d'aventure, de passion et de liberté, que nous ont transmis nos propres pères. Aujourd'hui, elle est devenue un métier de contraintes et nous sommes, quotidiennement, assommés par les obligations et les charges qui s'accumulent. Ce n'est plus l'appel du grand large qui rythme nos journées, mais la peur d'une réglementation et d'un millefeuille administratif devenus kafkaïens.

Sur le plan économique, la situation est tout aussi préoccupante. Derrière le sacro-saint trio saumon/cabillaud/crevettes, nous ne savons pas valoriser les espèces moins connues des consommateurs. Nos armements à la pêche et nos emplois sont plus que jamais fragilisés, ce qui se traduit par des familles étouffées et une filière tout entière qui boit la tasse. Ce décrochage économique est aussi un décrochage symbolique : celui d'une filière qui ne trouve plus sa place dans l'économie nationale, tandis que 70 % des produits de la mer consommés par nos compatriotes viennent de l'étranger.

Notre malaise est profond. Il n'est pas rare que nos marins demandent à leurs enfants de taire leur profession à l'école, par peur d'être stigmatisés. Ce que les agriculteurs ont exprimé avec force ces derniers mois résonne puissamment dans nos ports. Même isolement, même fatigue morale, même sentiment d'un pays

qui ne comprend plus celles et ceux qui le nourrissent. Résultat, nous n'arrivons plus à attirer ni à recruter ! Quand va-t-on cesser, dans ce pays, de mordre la main de nos producteurs ?

Des raisons d'espérer et d'agir

Tout n'est évidemment pas perdu. Une nouvelle génération de marins et d'armateurs à la pêche croit en un avenir différent : exigeant, mais porteur d'espoir. La France dispose d'atouts majeurs, à condition qu'elle en prenne conscience elle-même. Notre flotte de pêche est belle parce qu'elle est plurielle : côtière, hauturière, artisanale et ce modèle hybride - du fileyeur au chalutier de grande taille - est l'un de nos meilleurs gages de résilience, fruit d'une somme de savoir-faire transmis de génération en génération.

Notre gestion des ressources repose sur des quotas strictement encadrés par les règles communautaires, ce qui fait de l'espace maritime européen l'un des plus surveillés au monde. Selon un rapport parlementaire, 60 % des stocks halieutiques sont aujourd'hui exploités durablement dans les eaux européennes, contre seulement 15 % il y a vingt ans. Soyons fiers de notre modèle plutôt que de vouloir le détruire ! Nous, pêcheurs, ne sommes pas le problème mais les acteurs principaux des transformations à mener pour concilier performance économique et préservation de la ressource.

Adapter les quotas

Nous sommes mêmes les premiers défenseurs des quotas ! Que certaines espèces aujourd'hui non soumises à quotas, comme la sardine, le deviennent aurait complètement du sens pour protéger la ressource. Mais nous demandons que ces quotas soient au moins pluriannuels : quelles autres entreprises que celles de la pêche subissent, sur avis scientifiques, des variations de leur chiffre d'affaires pour certaines espèces pouvant atteindre -20, -30 voire -40 % d'une année à l'autre ?

Nous ne nous dérobons pas face aux défis immenses qui se présentent à nous. Caméras embarquées, amélioration de la sélectivité de nos engins de pêche, polyvalence des activités, limitation des temps de pêche pour nos coquillards français, obligation de débarquement : nous ne cessons de démontrer que préserver et vivre de la pêche ne sont pas des ambitions contradictoires.

Mais pour réussir, il n'y a pas de place pour les divisions internes ! Opposer les techniques de pêche les unes aux autres est une erreur stratégique. Le salut viendra d'une filière soudée, capable de faire front commun pour entamer les transformations nécessaires et affirmer une évidence : il n'y a pas de pêcheurs sans poissons.

Glen Le Merdy est patron pêcheur.

Geoffroy Dhellemmes est directeur général de France Pélagique.

Glen Le Merdy et Geoffroy Dhellemmes